



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 8 Novembre 2022

Régional

❖ L'East African Business Council (EABC) appelle à un renforcement des exportations de produits frais

Lors d'une réunion sur l'engagement du secteur privé régional dans le transport maritime et la logistique, le directeur général de l'East African Business Council (EABC) a appelé à la mise en place de centres de consolidation de produits frais dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), et à l'amélioration de l'interconnexion des transports, afin de stimuler les exportations. Selon lui, le commerce intra-communautaire dans les Etats membres de la CAE est freiné par des barrières commerciales et un coût élevé du transport. Il a ainsi appelé les ports et les agences de facilitation du commerce à faciliter les échanges. Pour rappel, les ports de Mombassa et Das es Salaam occupent respectivement la 293^{ème} et 367^{ème} position du classement Global Container Port Performance Index (CPPI) 2021 de la Banque mondiale, qui évalue l'efficacité de 370 ports mondiaux.

❖ Burundi

Le Burundi se dote d'un centre d'incubation du cuir

Le Burundi devient le 10^{ème} pays à ouvrir un centre d'incubation du cuir en Afrique dans le cadre du Common market for Eastern and Western Africa (Comesa). Ce centre a été ouvert officiellement le vendredi 4 novembre par la ministre du Commerce, de l'Industrie, du Transport et du Tourisme. Il est équipé de machines pour la fabrication de chaussures, ceintures, porte-monnaie et sacs à main. L'*Africa Leather and Leather products institute*, un département mis en place par le Comesa, était en charge de

l'encadrement des cordonniers, répartis en fédérations, et de l'implantation des équipements.

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

❖ Erythrée

Pas de brève cette semaine

❖ Ethiopie

Rétablissement de l'obligation d'achat de bons du Trésor à hauteur de 20% des prêts des banques du pays

La Banque centrale (NBE) a publié une nouvelle directive qui oblige toutes les banques (à l'exception de la banque publique - *Development Bank of Ethiopia - DBE*) à acheter des bons du Trésor (*T-Bonds*) à hauteur de 20% de leurs prêts et avances. Cette directive constitue un recul par rapport aux engagements pris dans le cadre des *Homegrown Economic Reforms* visant à encourager une croissance économique tirée par le secteur privé. La NBE avait en effet supprimé une règle qui stipulait que les banques privées devaient acheter des *T-Bonds* à hauteur de 27% des dépôts qu'elles collectent (rétrocédés ensuite aux deux banques publiques CBE et DBE), fin 2019. Cette suppression avait entraîné une révision à la baisse des taux d'intérêts des banques privées et un accroissement des prêts accordés au secteur privé. Le rétablissement de cette directive vise à combler le déficit budgétaire de l'État (125,6 Mds ETB), dont 40% n'est pas couvert par les recettes fiscales. L'encours total des *T-bonds* vendus aux banques s'élevait à 116,6 Mds ETB fin 2021/22, soit environ 391% de plus que les années précédentes. La participation des banques privées au marché de bons du Trésor a représenté 52 Mds ETB, soit 44% de l'encours total. Par ailleurs, la NBE avait introduit une nouvelle règle début septembre 2021, qui contraint les banques privées à consacrer au minimum 1% par an de leurs nouveaux prêts et avances à l'achat d'obligations émises par la DBE.

Djibouti

Pas de brève cette semaine

Kenya

L'USAID accorde 24 MUSD pour renforcer l'approvisionnement en eau dans 8 comtés du pays

L'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), accordera un financement de 2,8 Mds KES (soit 23 MUSD) au Kenya dans le cadre du *Western Kenya Water Project (WKWP)*, mis en œuvre sur 5 ans (2022-2027). Le WKWP a pour objectifs d'accroître l'accès à une eau de qualité et améliorer sa gestion dans 8 comtés du pays : Kisii, Bungoma, Homa Bay, Kakamega, Busia, Kisumu, Migori et Siaya. Le projet, qui devrait bénéficier à 850 000 personnes, inclut également un important volet de renforcement de capacités des compagnies des eaux (amélioration du service et de la collecte de revenus). Il s'inscrit dans la complémentarité du *Western Kenya Sanitation Project*, également financé par l'USAID (2022-2027), afin de favoriser l'accès à l'assainissement dans ces mêmes comtés.

Le Trésor souhaite doubler les honoraires des conseillers à la mise en œuvre des PPP

Dans le cadre de la promotion des partenariats publics-privés (PPP), le Trésor kenyan fait appel à des consultants ou conseillers pour accompagner l'élaboration et la contractualisation du projet. La loi encadrant les PPP de 2014 a mis en place le versement d'un *success fee*, un honoraire destiné à ces consultants ou conseillers, et payés par la partie privée via la société de projet. Dans le cas où le projet n'aboutirait pas, ces frais ne sont pas tenus d'être payés. Précédemment plafonnés à 0,5% du coût du projet (ou 100% du service de conseil pour le projet, selon le montant le plus élevé), ces honoraires pourront à présent s'élever jusqu'à 1% du coût du projet, selon des projets de lois subsidiaires à la PPP Law 2021, signée par le président sortant Kenyatta en décembre 2021. Cette décision vise à accélérer le développement des PPP au Kenya, dans un contexte de forte augmentation de la dette publique.

Madagascar

Pas de brève cette semaine

Maurice

Adoption d'une déclaration politique pour renforcer la coopération entre Maurice et La Réunion

Le 4 novembre, le Préfet de La Réunion, l'Ambassadrice de France à Maurice et le Ministre des affaires étrangères de Maurice ont co-présidé à Saint Denis une commission mixte : La Réunion-Maurice, qui s'est tenue en présence de la Présidente du Conseil Régional et du Président du Conseil Départemental de La Réunion. Cet exercice visait à impulser la reprise de la coopération et des échanges entre les deux îles pour la période 2022-2027 autour de trois axes : la valorisation et le développement des territoires, la résilience et la complémentarité, et un avenir en commun. Cet événement a permis la signature d'une déclaration politique conjointe et une déclaration d'intention des représentants du secteur privé, affichant leur volonté d'intensifier leurs relations.

Ouganda

Révision du système de taxation pour augmenter les recettes fiscales

Le mois dernier, le *Sub-Saharan Africa Macroeconomics Research Instant Insights Report* du groupe Absa révélait un ralentissement de la croissance du PIB (4,9% au deuxième trimestre de 2022 contre 5,1% au premier trimestre), et une forte réduction des recettes issues des taxes à l'importation (+0,7% au T2 contre +21,8% au T1). Afin d'accroître ses recettes fiscales, l'Ouganda se dotera ce mois-ci

d'une nouvelle taxe sur la valeur ajoutée imposée aux fournisseurs non-résidents de services électroniques (médias sociaux, sites de streaming et autres services fournis via Internet). La *Uganda Revenue Authority (URA)* estime que les recettes additionnelles générées par ce système pourraient atteindre 1,32 MUSD pour l'exercice 2022/23. Alors que de grands groupes tels que *Meta* (détenant WhatsApp) ou *Zoom* ont déjà accepté de se conformer à la nouvelle législation, cette dernière est toutefois contestée par certaines entreprises au motif d'une atteinte à leur politique de confidentialité et de respect de la vie privée des utilisateurs.

Installation de la plate-forme d'extraction dans le cadre du projet Kingfisher

La compagnie chinoise CNOOC, actionnaire principal du projet pétrolier *Kingfisher* aux abords du Lac Albert, a annoncé dimanche dernier le lancement de l'installation de sa plate-forme d'extraction, dans un contexte de pression des ONG à l'encontre du projet EACOP pour des raisons sociales et environnementales. Afin de respecter le calendrier des premières exportations, attendues en 2025 selon la *Petroleum Authority of Uganda (PAU)*, la plate-forme devra être opérationnelle avant la fin de l'année 2022. Les extractions effectuées par CNOOC devraient permettre de produire jusqu'à 40 000 barils par an. Le directeur de la PAU (Ernest Rubondo) a invité les entreprises ougandaises à saisir les opportunités économiques offertes par les activités d'extractions et d'export en s'enregistrant sur la *National Supplier Database (NSD)* afin d'être facilement identifiées par les investisseurs.

Rwanda

Engie Energy Access renouvelle son engagement en faveur de l'électrification rurale

A l'occasion du forum sur le solaire *off-grid* organisé à Kigali en Octobre 2022, la directrice pays d'Engie Energy Access, Sylvie Kanimba, a rappelé l'importance de ses engagements et ambitions pour contribuer à l'atteinte de l'objectif d'électrification universelle à horizon 2024. Engie est, depuis l'acquisition de l'entreprise Mobisol en 2014, le leader du marché des solutions solaires hors réseaux au Rwanda, avec 33 000 clients. Engie travaille actuellement avec le gouvernement rwandais dans le cadre de la subvention des produits solaires (lampes, kits) pour les ménages les plus pauvres à hauteur de 90, 70 ou 45 % selon leurs revenus. Ces subventions sont attribuées via la Banque de Développement Rwandaise, grâce au projet *Renewable Energy Fund* financé par la Banque Mondiale, avec l'objectif de déployer près de 445 000 systèmes hors-réseaux bénéficiant à 1,8 M de personnes. Dans la région, Engie Energy Access est également présent en Ouganda, au Kenya, et en Tanzanie.

Bonne santé du secteur financier rwandais au premier semestre 2022

Selon le rapport annuel de la Banque nationale du Rwanda, le secteur financier rwandais a progressé de 17,5 %, pour atteindre 8,1 Mds USD d'actifs à la fin de l'année fiscale 2021/2022. Les bénéfices nets globaux du secteur bancaire ont ainsi augmenté de 33 % pour atteindre 74,4 MUSD au cours du premier semestre 2022. De même, le bénéfice net du secteur de la microfinance a augmenté de 18% au cours du premier semestre 2022, pour atteindre 10,6 MUSD. Le stock de prêts non productifs (NPL) dans les banques a diminué, passant de 178 MUSD en juin 2021 à 166 MUSD en 2022 (soit une baisse de 4,3 %). Le bénéfice net du secteur de l'assurance a atteint 37,2 MUSD en juin 2022 (+15,7%). Au mois d'août, la Banque centrale a augmenté le taux directeur de 5 à 6 % afin de réduire les liquidités dans le système bancaire et réduire la pression inflationniste. Dans l'ensemble, l'économie rwandaise a connu une croissance de 8,9 % sur le premier semestre

contre 4,4% enregistrés au cours de l'exercice précédent.

Seychelles

Augmentation de 10 % du salaire des fonctionnaires

Dans son discours sur le budget du 4 novembre, le ministre des Finances Naadir Hassan a déclaré que les fonctionnaires obtiendraient en moyenne une augmentation de 10 % sur leurs salaires consolidés début avril 2023. Le projet de budget 2023, d'un montant de 816,4 MUSD, est soumis au vote de l'Assemblée Nationale. Il contient notamment l'introduction, à partir d'avril 2023, d'une taxe dédiée à la protection de l'environnement, dont les touristes devront s'acquitter. Concrètement, chaque visiteur devra payer entre 2 USD et 8 USD par nuit selon la taille de l'hôtel où il réside. À partir de janvier 2023, le gouvernement imposera également une taxe de 2 % sur les recettes des hôtels de taille moyenne à supérieure.

Somalie

Les infrastructures de télécommunications ciblées par Al Shabaab

Le gouvernement fédéral somalien a annoncé le 8 novembre que plusieurs infrastructures de télécommunications appartenant à Hormuud Telecom avaient été ciblées par une attaque à la voiture piégée commanditée par le mouvement Al Shabaab dans la région de Galmudug. 14 000 personnes auraient perdu l'accès aux services de télécommunications suite à cette attaque. Pour rappel, Hormuud Telecom est le principal opérateur téléphonique somalie, représentant 41 % des parts de marché en 2020. 3^{ème} employeur du pays (25 000 personnes), ce

secteur reste stratégique pour la Somalie, alors qu'une part croissante de la population a recours au *mobile money* pour ses transactions quotidiennes (73% en 2018), et que le gouvernement s'attache à encadrer davantage les activités des différents opérateurs.

🍷 Soudan

Doublement du déficit sur les 9 premiers mois, comparé au premier semestre

Selon les statistiques de la banque centrale, la balance commerciale pour les neuf premiers mois de l'année a affiché des échanges atteignant 10,88 MdsUSD, soit une progression de 8% par rapport à 2021. Cette augmentation provient surtout des exportations, qui ont atteint 3,68 MdsUSD (+13% par rapport à 2021) alors que les importations n'ont progressé que de 5% et s'élèvent à 7,19 Mds (à rapporter à 4,48 MdsUSD durant les 6 premiers mois de l'année). Ceci se traduit par une légère baisse du déficit commercial de -2%, qui passe de 3,57 Mds USD à 3,51 Mds USD. Cependant ce déficit a plus que doublé par rapport au premier semestre de cette année dû à une chute généralisée des exportations et à une forte progression de la facture énergétique. Les EAU et la Chine restent les deux principaux partenaires commerciaux avec respectivement 3,4 Mds USD et 1,77 Mds USD, représentant 48% du total des échanges. L'or reste le premier poste d'exportation avec 44% du total. Du côté des importations ce sont les produits pétroliers qui occupent la première place avec 19%; suivis par le blé (9%), le sucre (6%) et les médicaments (5%). Par rapport à la même période en 2021, les importations d'hydrocarbures ont progressé de 28% en valeur mais ont chuté de -31% en volume alors que les achats de blé n'ont augmenté que de 17% pour une augmentation également en volume de 9%.

Soudan du Sud

🍷 Pas de brève cette semaine

🍷 Tanzanie

La Tanzanie et la Chine ont signé quinze accords de coopération économique

A l'occasion d'une visite d'Etat de la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan à Pékin, la Tanzanie et la Chine ont signé quinze accords de coopération économique, portant notamment sur des projets d'infrastructures, une nouvelle politique tarifaire sur les importations chinoises en provenance de Tanzanie, et l'annulation d'une partie de la dette Tanzanienne. L'un des plus importants accords concerne la rénovation du chemin de fer Tanzanie-Zambie (Tanzania-Zambia Railway/Tazara). Le coût de rénovation de cette ligne ferroviaire de 1860 km, qui relie le port tanzanien de Dar es Salam à la province minière zambienne de *Copperbelt* (Ceinture du cuivre), n'a pas été dévoilé. D'autres accords portent sur un prêt concessionnel de 56,7 MUSD destiné à financer la construction du deuxième terminal de l'aéroport international de Zanzibar et une subvention de 13,6 MUSD en faveur de l'Etat tanzanien. La Chine et la Tanzanie ont également signé un accord prévoyant la suppression des droits de douane sur 98% des produits tanzaniens importés par la Chine. Un communiqué publié par la présidence tanzanienne fait par ailleurs état de l'annulation de 13,49 MUSD de dettes par la Chine. Les échanges commerciaux bilatéraux entre ces deux pays ont atteint 6,74 Mds USD en 2021, en très forte reprise, +47%, par rapport à 2020, année touchée par la pandémie de Covid-19.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor